



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

Service de l'Environnement
Unité Police de l'Eau et Milieux Aquatiques

Arras, le **26 JAN. 2023**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL ORDONNANT DES PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

REALISATION DE PRELEVEMENTS ISSUS D'UN FORAGE

COMMUNE DE BUSNES

EARL DE L'ECCLEME

VU le code de l'Environnement, notamment les articles L.211-1, L.214-1 et suivants, R.214-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jacques BILLANT en tant que Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) à compter du 10 août 2022 ;

VU l'arrêté du Premier ministre en date du 26 mai 2021 nommant Monsieur Edouard GAYET, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais à compter du 15 juin 2021 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2022-60-90 du 10 août 2022 portant délégation de signature à Monsieur Edouard GAYET, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais ;

VU la décision du 04 octobre 2022 accordant subdélégation de signature à Monsieur Olivier MAURY, Chef du Service de l'Environnement de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais et à ses adjoints ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Artois-Picardie approuvé le 21 mars 2022 ;

VU le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la LYS révisé et approuvé le 21 septembre 2019 ;

VU l'arrêté du 11 septembre 2003 (modifié par arrêté du 7 août 2006) portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'Environnement ;

VU le récépissé de création d'un forage et la réalisation de pompage d'essai, délivré le 15 avril 1999 à Monsieur Maurice BLAREL, gérant de l'EARL DE L'ECCLEME ;

VU l'arrêté préfectoral ordonnant des dispositions particulières pour la réalisation et l'exploitation du forage, délivré le 15 avril 1999 à Monsieur Maurice BLAREL, gérant de l'EARL DE L'ECCLEME ;

VU la déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'Environnement reçue le 25 août 2022, présentée par l'EARL DE L'ECCLEME, enregistrée sous le n° 62-2022-00269 et relative à une augmentation du volume d'eaux souterraines prélevées dans son forage situé sur la commune de BUSNES ;

VU l'accusé réception de la déclaration délivré le 2 septembre 2022 ;

VU le courrier du 12 décembre 2022 de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais adressant le projet d'arrêté ordonnant des prescriptions particulières à l'EARL L'ECCLEME concernant son projet de prélèvement d'eaux souterraines, et lui accordant un délai de 1 mois pour apporter ses observations ;

VU l'absence d'observations du pétitionnaire sur le projet d'arrêté transmis ;

Considérant que les prélèvements ne porteront pas atteinte à la ressource en eau et aux milieux aquatiques ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer ;

Arrête

Article 1 : Objet de la déclaration

Il est donné acte à l'EARL L'ECCLEME (M. Maurice BLAREL) dont le siège social est implanté 818 rue de Robecq à BUSNES (62350), de sa déclaration, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant le forage n° BSS00191X0311 et le prélèvement en eaux souterraines à des fins d'irrigation sur la commune de BUSNES, parcelle cadastrée AD272.

Le présent arrêté abroge l'arrêté du 15 avril 1999 sus-visé.

L'opération rentre dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'Environnement. La rubrique concernée de la nomenclature est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 1° Supérieur ou égal à 200 000 m ³ /an (A) ; 2° Supérieur à 10 000 m ³ /an mais inférieur à 200 000 m ³ /an (D).	Déclaration	Arrêté du 11 septembre 2003 relatif aux prélèvements www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000000415723/

Article 2 : Prescriptions générales

Le permissionnaire respecte les prescriptions générales définies dans le ou les arrêté(s) dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus, joint(s) au présent arrêté.

Article 3 : Prescriptions particulières

N°BSS	Profondeur	Parcelle	Commune	Usage
BSS191X0311	60 m	AD272	BUSNES	Irrigation

Position précise de l'ouvrage : X : 614 565 Y : 2 619 985

Le volume maximal prélevable est fixé à 24000 m³/an, 800 m³/jour, 37 m³/heure.

Matériellement, l'ouvrage est équipé :

- d'une cimentation de 0 à -39 m ;
- d'une pompe d'un débit horaire maximal déclaré de 37 m³/h alimentée par un moteur thermique ;
- d'une margelle bétonnée autour de la tête de forage située à une hauteur minimale de 0,30 m au-dessus du terrain naturel de manière à éloigner les eaux de ruissellement ;
- d'une protection du forage scellée à la margelle permettant un parfait isolement du forage de toute pollution éventuelle par un local fermé à clef ;
- d'un compteur volumétrique plombé permettant d'évaluer le volume prélevé ;
- d'une plaque d'identification reprenant les principales caractéristiques du forage (propriétaire, commune d'implantation, numéro BSS) et la date du présent arrêté préfectoral.

Article 4 : Moyens d'analyse, de surveillance et de contrôle

Le permissionnaire enregistre les jours de fonctionnement de la pompe de prélèvement, les volumes prélevés, tient ces informations à disposition et répond aux enquêtes des services en charge de la police de l'eau.

Il se conforme à tous les règlements existants ou à intervenir sur le contrôle, le mode de distribution, le partage et la gestion de la rareté de l'eau.

À la fin de chaque année, il communique au service de l'environnement en charge de la police de l'eau de la DDTM du Pas-de-Calais le relevé des index du compteur volumétrique du point de prélèvement. Un modèle de document prévu à cet effet est joint au présent arrêté.

Article 5 : Moyens d'intervention et de déclaration en cas d'incident ou d'accident

Les installations en surface et les abords sont régulièrement entretenus de manière à garantir la protection de la ressource en eau.

Le stockage de fluides ou de matériaux susceptibles de provoquer une pollution des eaux ou du sol est proscrit dans un rayon de 35 mètres du forage, excepté, si nécessaire, la réserve de carburant utile au prélèvement : dans ce cas, la cuve est protégée par un bac de rétention d'un volume égal à la réserve de carburant.

En cas d'incident sur les ouvrages du réseau d'irrigation alimentés par le prélèvement autorisé, le permissionnaire prend toutes les mesures utiles pour mettre fin à la cause de l'incident ou accident et pour limiter le risque d'inondation ou d'érosion lié à l'écoulement d'eau échappée.

Le permissionnaire est tenu de déclarer au Préfet (service en charge de la police de l'eau de la DDTM du Pas-de-Calais), dès qu'il en a eu connaissance, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages ou activités faisant l'objet de la présente déclaration, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'Environnement.

Article 6: Conformité du dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenus du dossier de déclaration, sans préjudice des dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet (service en charge de la police de l'eau de la DDTM du Pas-de-Calais), conformément aux dispositions de l'article R.214-40 du code de l'Environnement.

Article 7: Prise d'effet et durée

Le présent arrêté donnant acte à l'exploitation de l'installation et de l'ouvrage déclaré est accordé pour une durée de 15 ans, à compter de sa date de signature.

La demande de renouvellement de cet arrêté doit être sollicitée par écrit, au moins 6 mois avant la date d'expiration de l'arrêté, par dépôt d'un nouveau dossier loi sur l'eau conforme à la réglementation en vigueur au moment du dépôt.

Article 8: Accès aux installations

Les agents en charge de la police de l'environnement peuvent procéder, à tout moment, à des visites de contrôle des ouvrages ou des travaux. Ces visites sont destinées à vérifier la réglementation applicable, notamment le respect des dispositions du présent arrêté.

Article 9 : Restriction de l'usage

L'autorisation est accordée à titre précaire et révoquant sans indemnité.

Si, à quelque époque que ce soit, l'administration décide dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération pour satisfaire ou concilier les exigences mentionnées à l'article L.212-1 du code de l'Environnement, de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.

De même, si ce prélèvement est inclus dans un territoire de Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau où est établie une règle conformément au 1° du R.212-47 du code de l'Environnement, le présent acte est rendu conforme à la règle.

Article 10 : Voies et délais de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente et notamment au tribunal administratif de Lille dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du code de l'Environnement :

1° Par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision en mairie de BUSNES .

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 11 : Publicité et information des tiers

Une copie de cet arrêté est transmise à la mairie de la commune de BUSNES pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Le procès verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins de M. le Maire.

Ce document est mis à la disposition du public sur le site internet des services de l'État dans le département du Pas-de-calais pendant une durée minimale de 6 mois.

Article 12 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 13 : Exécution

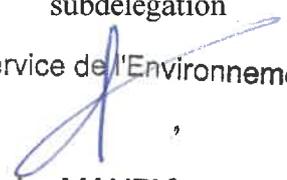
Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais et Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-calais sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'EARL DE L'ECLÈME représentée par Monsieur Maurice BLAREL et dont copie sera adressée aux personnes ci-dessous mentionnées :

- Monsieur le Sous Préfet de BETHUNE ;
- Monsieur le Maire de BUSNES ;
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer (GUPEN) ;
- Monsieur le Chef du Service Départemental de l'Office Français de la Biodiversité ;
- Monsieur le Président de la CLE du SAGE de la LYS ;
- Monsieur le Directeur de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.

Pour le Préfet et par délégation

Pour le Directeur Départemental
des Territoires et de la Mer et par
subdélégation

Le Chef du Service de l'Environnement


Olivier MAURY

